
Exporter l'Église nationale dans le royaume voisin pour ne faire plus qu'un

Sabrina JUILLET GARZON

Avec l'union des couronnes, en 1603, les Églises d'Angleterre et d'Écosse ont connu des réformes visant à les uniformiser. L'Église devait devenir un vecteur d'unité au sein et entre les deux nations. Elle devait garantir la protection du protestantisme, d'une part, et d'autre part, permettre de rassembler les sujets par des valeurs communes. Dans ce but, Jacques VI et Ier¹ établit une Église épiscopale en Écosse sur le modèle de celle d'Angleterre. Sa seule innovation ne fut réellement que la restauration d'un gouvernement épiscopal affirmant la suprématie des évêques et surtout son autorité sur l'Église en Écosse. Le Roi Jacques s'était montré soucieux de préserver certaines caractéristiques de l'Église² que les Écossais revendiquaient comme représentante des valeurs culturelles de leur nation. Ses réformes n'ont fait l'objet d'aucun transfert concret d'un système anglais vers l'Église épiscopale d'Écosse. Ce ne fut pas le cas des réformes organisées durant les deux tentatives d'uniformisation religieuse suivantes. Celles-ci eurent lieu entre 1633 et 1637 et 1643 et 1647. Ces deux vagues de réformes furent en réalité deux tentatives de transfert identitaire et culturel entre les deux royaumes. La première aurait dû imposer en Écosse une Église épiscopale calquée sur celle d'Angleterre; la seconde avait eu pour ambition d'établir une Église presbytérienne en Angleterre uniformisée sur celle d'Écosse. Elles furent toutes deux l'occasion d'une remise en question de la culture religieuse de chacun des deux royaumes. Elles provoquèrent une redéfinition de l'identité de chaque nation par d'une affirmation identitaire religieuse spécifique au niveau national.

¹ Jacques VI d'Écosse devint Jacques Ier d'Angleterre en succédant à Elisabeth d'Angleterre en 1603. Il est souvent cité sous le nom de « Roi Jacques ».

² Le Roi Jacques resta suffisamment prudent pour y maintenir une liturgie fondée sur celle de l'Église presbytérienne et un gouvernement constitué d'assemblées générales.

Dès sa nomination en tant qu'archevêque de Canterbury, William Laud entreprit des réformes religieuses en Angleterre. Il avait l'intention de terminer la Réforme afin de renforcer le protestantisme dans le royaume. Il était motivé à œuvrer dans ce sens par Charles Ier qui lui-même jugeait les réformes religieuses de son père inaccomplies³. Les réactions varièrent selon les paroisses et les comtés. La population les accepta sans trop de mal, car en général, les réformes ne remettaient pas en question le système épiscopal ni la liturgie déjà utilisée. Dès 1633, Laud et le roi décidèrent d'entreprendre aussi des réformes en Écosse pour terminer d'uniformiser son Église sur celle d'Angleterre. Celle-ci devait créer l'unité et donc la paix entre les deux royaumes. Or contrairement à l'Angleterre, ils étaient loin d'être en terrain favorable. L'Écosse n'était pas prête à accepter une uniformisation beaucoup plus poussée, voire totale, entre les deux Églises. Une loi fut malgré tout votée, faisant fi de l'opinion écossaise. Elle se plaça dans la lignée de celles de 1606 et 1609 qui avait déjà considérablement renforcé l'autorité du roi sur le clergé. Elle marquait une étape supplémentaire en forçant désormais les membres du clergé écossais à porter les mêmes habits que ceux d'Angleterre. Il était évident, dès lors, que l'uniformité serait organisée sur le modèle anglais. Pour les Écossais, cela préfigurait une fusion des deux Églises à court terme et surtout cela signifiait que le roi occultait totalement l'existence d'une culture religieuse écossaise spécifique. Cela renforçait l'idée que Charles n'était pas en communion avec son pays natal. Il n'était plus qu'un roi anglais menaçant de mettre fin à la nation écossaise au profit de l'Angleterre. D'ailleurs, il n'était pas encore venu se faire couronner. Pour ses sujets, cela était la preuve de son désintérêt pour ce royaume. Charles décida finalement de venir rendre visite à ses sujets du nord durant l'hiver 1633-34. À cette occasion, il annonça officiellement ses intentions de réforme à la population lors d'un discours à la chapelle royale du château d'Édimbourg⁴. Sa priorité était de renforcer son autorité ecclésiastique. Il fit donc

³ Il exprima sa volonté de poursuivre la politique religieuse de son père dans son discours de couronnement, le 28 mars 1625, dans F. Larkin & Paul Hughes, (eds.), *Stuart Royal Proclamations. 1603-1646*, Oxford, Clarendon Press, 1973, vol. II, p. 3.

⁴ *Anent communicated in the in the Royal Chapel, 1634*, appendix, Baillie, *Letters and Journals*, vol. I, p. 423. Charles avait contacté plus tôt l'évêque de Durham, doyen de la chapelle royale de Holyrood pour lui faire part de son intention d'y établir un nouveau service qui prendrait exemple sur la liturgie et les rites célébrés par l'Église d'Angleterre. Que le roi décidât d'avoir un service 'à l'anglaise' dans sa résidence à Édimbourg inquiéta. Le théologien presbytérien Robert Baillie fit part du message du roi à Durham dans sa correspondance; ce geste suggère sa préoccupation et par extension, celle des autres membres de la Kirk. Cette initiative royale était perçue comme une première étape à des réformes devant mettre fin à ce qui restait de ce que les presbytériens

en sorte que les évêques pussent élargir leur pouvoir. Il rétablit, dans ce but, la cour de Haute Commission (la cour de justice du clergé par et pour le clergé) en octobre. Il ne perçut pas les tensions naissantes et il fut encore moins conscient de la provocation qu'il faisait subir à ses sujets écossais. Il réveillait chez eux un patriotisme qui allait se révéler puissant et dangereux au fil du temps et des réformes. Un exemple probant de sa maladresse fut sa décision d'attribuer des diocèses aux évêques. Les évêques présents en Écosse étaient alors très majoritairement anglais ; leur offrir officiellement des terres leur donnait aussi le droit de siéger au parlement. Le parlement écossais était dès lors composé en partie d'Anglais. Suite à cette réforme, celui-ci menaçait de devenir une branche du parlement anglais. Cela était difficile à accepter pour les Écossais. Mais la situation devint encore plus critique lorsque la capitale, Édimbourg, qui bénéficiait jusque-là d'un statut à part, fut déclarée archevêché en 1635. St Giles devint une cathédrale. Pour les presbytériens, cette décision était ni plus ni moins qu'une étape vers la restauration du catholicisme en Écosse. Rappelons que Charles Ier était soupçonné de crypto-papisme et que Laud était un arminien déclaré, autrement dit, selon les ultra-protestants d'alors, il était un catholique déguisé. Très rapidement ensuite, l'étape décisive de l'uniformisation prit la forme d'une nouvelle liturgie.

À travers les réformes proposées par Laud et Charles, il s'agissait d'une liturgie et une discipline identiques à celles d'Angleterre qui menaçaient d'être imposées en Écosse. L'élaboration et l'imposition d'un livre de prière en étaient le meilleur exemple⁵. Les études reconnaissent d'ailleurs cette peur de l'assimilation et un décalage entre la volonté de l'Etat et les besoins des nations. L'historien Burleigh décrit la réforme menée en Écosse comme une volonté de fusionner les Églises d'Angleterre et d'Écosse par l'établissement de cérémonies et de doctrines communes véhiculées par le nouveau Livre de Prière : « it obeys the King's injunction and thoroughly assimilates the Church of Scotland to the Church of England »⁶. Non seulement les deux Églises seraient uniformisées, mais l'Église en

considéraient toujours comme leur Église nationale. Ils n'avaient pas tort, car d'autres réformes furent rapidement imposées pour annihiler ce qui restait de presbytérianisme au sein de l'Église.

⁵ Le Livre de Prière est le livre officiel de prière de l'Église d'Angleterre. Il devait répondre à ce que l'épiscopat considérait comme l'anarchie des cérémonies présentées dans le guide des cérémonies écossais en structurant le temps prière. Voir : M. Duchein, *Histoire de l'Écosse*, Paris, Fayard, 1998, p. 268 et J.H.S. Burleigh, *A Church History of Scotland*, Oxford, Oxford University Press, 1960, p. 213-16.

⁶ Burleigh, *op. cit.*, p. 214.

Écosse perdrait toute sa spécificité. Ceci était inadmissible pour une nation qui avait pour seule peur celle de se voir intégrée à l'Angleterre. J.C. Smout, quant à lui, suggère le fossé existant entre la nation écossaise et le gouvernement en étant radical dans son jugement sur William Laud et ses réformes et sur leurs conséquences sur la société écossaise. Pour lui, elles furent l'œuvre d'un homme totalement en décalage avec la société écossaise : « Only a man totally out of touch with the realities of Scottish feeling could have gone ahead with it »⁷. L'incompréhension entre l'Etat et l'Église et la nation écossaise allait mener le royaume à la révolte. Nous irons plus loin en affirmant que l'Écosse avait tout simplement peur de devenir anglaise par le biais de son Église nationale.

Les Écossais exprimèrent leurs craintes de diverses manières et à tous les niveaux sociaux. Théologiens et pamphlétaires se firent l'écho de ce sentiment national. Lord Balmerino, par exemple, écrivit : « There is now a general fear of some novations intended in essential points of religion; and that this apprehension is much increased by reports of allowance given in England for printing books of popery and Arminianism »⁸.

Lord Balmerino est un exemple de cette résistance. Il participa à soulever le pays contre ces « papistes anglais » et leurs représentants dans le pays : les évêques. En effet, la raison de tous les malheurs de l'Église et de la société en Écosse n'était autre, selon lui, que la présence des évêques au parlement. Ils le rendaient « infecté par le papisme » (« popishly affected in religion »⁹). Il appuya ses propos en affirmant ensuite que la présence des évêques au sein de l'institution politique était inacceptable, d'autant plus qu'ils ne siégeaient plus au parlement écossais depuis 1560. En réalité, cette affirmation était fautive de sa part, étant donné que des évêques siégeaient depuis toujours au parlement mais en moindre nombre¹⁰. En fait, ce qu'il dénonçait principalement était la présence des évêques 'étrangers', autrement dit ceux qui étaient liés à l'Église d'Angleterre ou tout simplement à l'épiscopat, étaient pour la plupart des Anglais envoyés par l'Église d'Angleterre (l'Église épiscopale d'Écosse n'existant pas encore officiellement). Ils étaient, écrivit-il, peu expérimentés et formés à l'étranger, ce qui sous-entendait qu'ils ne connaissaient pas les réalités écossaises : « of little

⁷ J.C. Smout, *A History of the Scottish People. 1560-1830*, Londres, Collins Press, 1969, p. 61.

⁸ *Balmerino's Supplication*, in : Gordon Donaldson, *Scottish Historical Documents*, Glasgow, NWP, 1999, p. 191-94.

⁹ *Balmerino's Supplication*, *op. cit.*, p. 193.

¹⁰ *ibid.*

experience in our laws, as having had their breeding abroad »¹¹. Leur présence faisait de l'Église épiscopale nationale une branche de l'Église d'Angleterre. C'était du moins ce que Balmerino réussit à faire croire à ses co-religionnaires, car en réalité, l'Église était encore très 'écossaise' dans sa liturgie et ses cérémonies même si les réformes de Laud faisaient déjà craindre de profonds changements.

Au mois de décembre, le conseil privé d'Écosse émit une proclamation ordonnant qu'un nouveau Livre de Prière soit utilisé dans tout le royaume. Chaque paroisse était dans l'obligation de l'acheter d'ici Pâques¹². Ce nouveau Livre de Prière avait été commandé avec l'ordre qu'il se rapprochât le plus possible du livre anglais de 1549¹³. Le premier exemplaire fut publié en mai 1637. Il fut très loin de satisfaire les presbytériens, mais aussi tous ceux qui s'imaginaient, depuis déjà quelques années, que l'Écosse était sous l'emprise de l'Angleterre. En effet, l'unité religieuse souhaitée par Laud commençait à ressembler plus à une uniformisation par intégration de l'Église écossaise à celle d'Angleterre, qu'à un simple projet de renforcement du protestantisme sur l'île.

Une fois de plus Lord Balmerino intervint. Il se montra encore plus agressif dans sa défense de l'Église presbytérienne et dans ses accusations. Désormais, pour lui, la Kirk devait être considérée comme l'unique garante de l'identité écossaise. Elle était la seule à pouvoir encore défendre les valeurs de cette nation. Balmerino entra dans une véritable croisade contre la politique ecclésiastique de Charles¹⁴. Il fut pour beaucoup à l'origine du mouvement d'opposition des membres de la Kirk. Sous son impulsion, ceux-ci se regroupèrent pour discuter des moyens de s'opposer à la politique religieuse du roi. Ils allaient devenir un groupe d'opposition dont l'influence allait être décisive pour l'Église presbytérienne dans les mois qui allaient suivre. De nombreux autres pamphlets furent publiés par la suite pour dénoncer l'influence des arminiens sur Charles Ier et convaincre la population de ne pas adhérer à sa politique religieuse¹⁵. Les fervents sujets presbytériens s'échauffaient. Le théologien Robert Baillie, par

¹¹ *ibid.*

¹² Selon Stevenson. Il aurait été question d'une décision de Charles Ier et non de Laud, comme cela est habituellement pensé : Stevenson, *The Scottish Revolution, 1637-44*, Édimbourg, John Donald, 2003, p. 92.

¹³ Pour plus de détails voir : Stevenson, *op. cit.*, p. 93.

¹⁴ Il s'opposa aux réformes religieuses et plus particulièrement à celles qui concernaient les cérémonies. Il écrivit une remontrance qui fut présentée sans son autorisation à l'archevêque Spottiswood qui la fit parvenir à son tour au roi. Il fut arrêté pour trahison en mars 1635, mais il obtint le pardon grâce à son ami Traquair qui présidait le tribunal, il obtint le pardon.

¹⁵ Voir, par exemple : John Bastwick, *The answer of John Bastwick in which there is a sufficient demonstration that the prelates are invaders of the Kings prerogative royal*, 1637.

exemple, fit part de ses impressions sur la nouvelle liturgie à paraître à William Spang le 29 janvier 1637. Il prédit que les réactions seraient nombreuses contre elle, car elle serait néfaste à l'Église en Écosse, encore assez fortement empreinte de presbytérianisme malgré son système épiscopal : « For myself, I suspend my judgement till I see the book, only I fear the event be the hurt of our poor Church »¹⁶.

Le Livre de Prière fut malgré tout présenté le dimanche 23 juillet 1637 à St Giles. Une femme, Anne Geddes, se leva et jeta une chaise sur l'archevêque. Édimbourg se souleva avec elle, suivie rapidement par le reste du pays. Les presbytériens s'affirmèrent comme les porte-parole de la nation contre les réformes 'étrangères' de Laud. Fort du soutien de la population, ils s'organisèrent en Tables et ratifièrent un covenant national. Ils mirent fin à l'autorité ecclésiastique du roi et rétablirent l'Église presbytérienne comme Église d'Écosse. Mais alors qu'ils avaient refusé que le système anglais leur fût imposé, ils entreprirent à leur tour d'établir leur système en Angleterre. Or, l'Église d'Angleterre pouvait-elle seulement être escocisée?

La ratification du covenant national en 1638 joua un rôle déterminant dans ce retournement de situation. Les signataires promirent de protéger l'Église presbytérienne, et plus généralement l'Église réformée de LEUR pays, contre le papisme et le fanatisme. Le covenant était avant tout national, mais les idées qui y furent développées, suggéraient une volonté d'expansion de cette Église par-delà les frontières.

À peine deux ans après la signature du covenant, la Kirk entreprit de convaincre les Anglais de terminer leur réforme. Il y avait deux buts à cela : l'un était de s'assurer la protection de l'Église protestante dans le royaume voisin face au danger catholique, l'autre était de propager leurs principes religieux pour faire de l'Église d'Angleterre une Église similaire à celle d'Écosse. Dans ce but, la Kirk s'auto proclama conseillère et envoya multitude de 'conseils amicaux' au parlement anglais. Ceux-ci étaient véhiculés par les représentants de la Kirk voyageant dans le pays¹⁷. En plus de la correspondance qui foisonnait entre les

¹⁶ Lettre du 29 janvier 1637, Baillie, *op. cit.*, vol. I, p. 2.

¹⁷ *Arguments Given by the Commissioners of Scotland unto the Lords about the Treaty Persuading Conformity of Church Government, as One Principal Means of a Continued Peace Between the Two Nations*, Édimbourg, 1641. Dans le même objectif, la Kirk a ensuite publié un autre document à l'attention des puritains anglais, intitulé : *Their Desires Concerning Unitie in Religion and Uniformity of Church Government, as a Special Means for Conserving of Peace, in His Majesties Dominions* en mars 1641, Édimbourg, 1641.

théologiens écossais, anglais et même du continent européen¹⁸, de nombreux théologiens venaient séjourner à Londres¹⁹. La présence en grand nombre des puritains à Westminster favorisa tout autant l'écoute et la bienveillance générales envers les Écossais. Une correspondance s'organisa donc tout naturellement entre les Communes et l'assemblée générale d'Écosse. L'argument qui fut bientôt mis en avant pour les deux partis fut celui d'une aide mutuelle devant débarrasser l'île des prélats et des papistes qui selon eux l'empoisonnaient. Pour la Kirk, il fallait renforcer les liens entre les ultra-protestants de l'Île.

Lors de l'assemblée générale, en août 1641, Alexander Henderson proposa la rédaction d'une confession de foi et d'un catéchisme que la Kirk pourrait ensuite proposer à l'Angleterre²⁰. Mais il fallut encore deux ans pour que l'Angleterre se décide enfin à écouter la Kirk. La nécessité d'une aide militaire de l'Écosse contre le roi fut décisive dans l'entreprise des covenantaires. En Juin 1643, il devint urgent pour Westminster d'obtenir cette aide. La Kirk accepta d'envoyer une armée pour aider Westminster, justifiant cette aide par le besoin d'une garantie vitale du maintien de leur Église et le fait que l'Écosse était redevable à l'Angleterre pour ses aides passées²¹. En réalité, elle était persuadée qu'il s'agissait d'une opportunité idéale pour s'imposer en Angleterre et y établir une Église uniforme à son image. Après mainte insistance, Westminster finit par promettre de réfléchir à une réforme de l'Église d'Angleterre en échange de l'aide militaire écossaise.

Un covenant fut soumis à Westminster à la fin de l'été 1643²², juste après l'envoi des troupes écossaises. Le presbytérien Alexander Henderson fut l'auteur principal du document qui fut validé par l'assemblée avant d'être présenté à la convention des états le 17 août. Le covenant fut officiellement remis aux parlementaires écossais Johnston of Wariston et Lord Maitland pour qu'ils l'approuvent avant de l'envoyer en Angleterre. Le document fut enfin transmis à

¹⁸ Ils furent motivés dans leur entreprise pas les irénistes John Durie, Samuel Hartlib, John Davenant et John Roe. Ce groupe de théologiens défendait le projet de réconcilier la chrétienté réformée par la création d'une Eglise universelle évangélique. Ils venaient de tous les pays réformés européens et communiquaient entre eux grâce en particulier au réseaux organisés par John Durie et Samuel Hartlib. Leurs actions étaient menées auprès des princes protestants autant que dans les cercles de théologiens et le haut clergé.

¹⁹ Robert Baillie, par exemple, séjourna à Londres de novembre 1640 à juin 1641. Il était alors officiellement un chapelain accompagnant les représentants écossais venus négocier le traité de Newcastle. Voir R.S. Paul, *The Assembly of the Lord*, Edimbourg, T & T Clark, 1985, p. 117.

²⁰ Baillie, *op.cit.*, vol. I, p. 365.

²¹ *A Declaration of the Reasons for Assisting the Parliament of England Against the Papists and Prelatical Army*, Londres, 1643.

²² Il fut terminé au mois d'août 1643.

Westminster qui le valida à son tour²³. Il devint le symbole de l'alliance entre les ultra- protestants de l'île pour l'établissement d'une unité religieuse pour la sauvegarde de la religion réformée. La réforme qu'il proposait devait se faire au nom de la volonté de Dieu, pour l'uniformité religieuse entre les royaumes de Charles Ier :

According to the word of God and the example of the best reformed churches [là encore, l'Église presbytérienne apparaissait et était justifiée comme l'Église élue de Dieu, et utilisée majoritairement en Europe] and shall endeavour to bring the Churches of God in the three Kingdomes to the nearest conjunction and uniformity in religion, Confession of Faith, Form of Church Government, Directory for Worship and Catechizing²⁴.

L'alliance ne fut pas bien accueillie par tous les anglais. Des voix se firent entendre aux Communes contre elle. Par exemple, dans un pamphlet intitulé « Anti-Covenant, or a sad Complaint concerning the new Oath or Covenant »²⁵, écrit par un anonyme se disant « défenseur du parlement » (« a lover of the Parliament »), le risque de voir le pays tomber sous l'emprise des presbytériens était mis en avant. Ces prises de positions risquaient de remettre en question l'influence de la Kirk sur le parlement anglais.

Pour s'assurer que les principes presbytériens écossais soient pris en compte, la Kirk envoya quatre de ses meilleurs théologiens²⁶. Les représentants de la Kirk arrivèrent à Londres le 15 septembre 1643, soit deux semaines après que la ligue et le covenant solennels eut été présentés à Westminster. Leur but principal, en plus de défendre les intérêts presbytériens, était de conseiller les membres de

²³ Quelques changements furent faits par les Communes pour mieux le faire accepter par les Anglais le 25 septembre. 112 représentants des Communes et les membres de l'assemblée des théologiens de Westminster jurèrent enfin officiellement sur le covenant à l'église Ste Margaret. Puis le document fut remis aux Lords qui le validèrent à leur tour, le 15 octobre suivant.

²⁴ *Solmen League and Covenant*, Donaldson, *op. cit.*, p. 208-9.

²⁵ « Anti-Covenant, or a sad Complaint concerning the new Oath or Covenant », Londres, 1643.

²⁶ Ces représentants avaient été choisis parce qu'ils étaient des presbytériens virulents et bien décidés à promouvoir leurs principes. Ils étaient aussi considérés comme de grands orateurs. Les plus connus d'entre eux étant George Gillespie, Alexander Henderson, l'auteur de la ligue et du covenant, Samuel Rutherford et Robert Baillie. Ce dernier était souvent en résidence à Londres. Ses connaissances parmi les puritains aidèrent à imposer le point de vue de la Kirk à Westminster. Chaque représentant avait ses qualités et sa spécialité. Henderson était qualifié dans l'écriture 'administrative'. Il se chargea des rapports de l'assemblée et de l'écriture du covenant solennel. Gillespie et Rutherford étaient, quant à eux, de meilleurs orateurs que lui. Rutherford était le porte parole des principes de la Kirk dans et à l'extérieur de l'assemblée de Westminster. Ils écrivirent tous de nombreux livres et traités. Baillie, par exemple, écrivit : *A Parallel or Brief Comparison of the Liturgy with the Mass Book, the Breviary, the Ceremonial and orther Romish Rituals*. Gillespie fut l'auteur de : *A dispute Against the English Papist Ceremonies* (1637).

l'assemblée des théologiens qui venait d'être créée²⁷. Elle n'avait officiellement aucun pouvoir à l'assemblée de Westminster. La Kirk ne pouvait donc, selon ce principe, avoir qu'un rôle de conseillère. Ce principe ne resta qu'au stade de la théorie.

Les représentants écossais considéraient leur rôle de conseillers comme un moyen de faire circuler leurs idées à l'assemblée et de convaincre l'Angleterre d'opter pour un système religieux proche, si ce n'est identique à celui d'Écosse. À leur arrivée, ils furent accueillis comme des membres de l'assemblée à part entière. Cela sous-entendait qu'ils pouvaient participer aux débats et voter. Or ce privilège les mettait dans une situation délicate, car il sous-entendait qu'ils devaient se rapprocher du parti politique presbytérien aux Communes. Ceci leur aurait fait perdre la neutralité et le point de vue extérieur qu'ils voulaient afficher dans les débats. Cela les aurait empêché d'avoir une influence potentielle sur l'ensemble des partis. Ils se présentèrent donc uniquement comme représentants de leur propre Église. Ils restaient ainsi libres de pouvoir négocier avec tous les partis de l'assemblée et toutes les branches du gouvernement anglais. Cette position privilégiée leur venait du fait qu'ils n'avaient pas été nommés par le parlement de Westminster et étaient des étrangers, invités par le parlement et non l'assemblée. Ils étaient à la fois des représentants de l'Église presbytérienne, mais ne s'inscrivaient pas dans le mouvement puritain. Ils étaient là avant tout pour aider Westminster.

Les Écossais restèrent discrets jusqu'aux discussions sur l'ordination des docteurs et des Anciens lors des débats concernant le gouvernement de l'Église. Les principes presbytériens s'imposèrent ensuite progressivement dans les débats. 1644 marqua une étape décisive vers l'établissement d'un système presbytérien. En Écosse, le parlement fervent²⁸ s'affirmait comme le dirigeant religieux et moral

²⁷ L'assemblée des théologiens de Westminster fut convoquée par le parlement anglais en juillet 1643. Elle était constituée des groupes religieux protestants principaux du pays (épiscopaliens, éraștiens, presbytériens et indépendants). Les six conseillers écossais envoyés par la Kirk se joignirent à eux. Ses débats, fondés sur les principes du covenant solennel, devaient permettre au parlement de légiférer sur les questions de religion et l'aider à terminer de purifier l'Église d'Angleterre. Voir aussi : Mitchell, *Minutes of the Sessions of the Westminster Assembly of Divines, While engaged in Preparing their Directory for Church Government, Confession of Faith, and Catechisms (Nov. 1644 to March 1649). From Manuscripts of Originals*, Édimbourg & Londres, William Blackwood & Sons, 1874 ; R. S. Paul, *The Assembly of the Lord*, T & T Clark, 1985.

²⁸ Le parlement fervent (Godly parliament) tire son nom du fait qu'il était extrêmement influencé par la Kirk. L'Église presbytérienne (r)établie oeuvrait en effet par son intermédiaire à faire de la société écossaise une société fervente en appliquant ses principes religieux sur les principes politiques. Ce parlement fut à son apogée dans les années 1645-1650. Voir aussi : John Robert Young, « The Scottish Parliament and the Covenanting heritage of constitutional reform », in : A.I.

du pays. Il arrivait à l'apogée de sa politique. Ses pressions sur l'Angleterre se renforcèrent à la même époque. Au mois d'octobre, l'assemblée de Westminster débattit à nouveau sur le guide des cérémonies. L'influence des représentants de la Kirk y fut alors grande. Une fois acceptée, la liturgie fut envoyée en Écosse. Une assemblée générale exceptionnelle de la Kirk fut convoquée pour l'approuver, y faisant au passage, de légères altérations²⁹. Il était évident que celles-ci visaient à rendre le document aussi proche que possible du 'guide' écossais pour créer une véritable unité, si ce n'est l'uniformité entre les deux Églises. Les réformes anglaises étaient désormais nettement supervisées par la Kirk et les politiques religieuses des deux royaumes étaient parallèles. Le guide des cérémonies pour lequel les débats se terminèrent le 30 décembre 1644, fut la première étape concrète d'une réforme pour établir le presbytérianisme en Angleterre. L'influence des représentants de la Kirk fut évidente dans ce changement de cap. Elle se confirma lorsqu'en janvier 1645, l'assemblée de Westminster prit l'initiative de proposer aux Communes d'établir un système presbytérien, mais il fallut tout de même attendre le mois d'août pour que le parlement prenne enfin la décision d'émettre une ordonnance pour que l'assemblée puisse enfin débattre de la forme que celui-ci allait prendre. L'assemblée enchaîna logiquement, dès le 7 janvier 1645, avec la question de l'excommunication. Là encore, les Écossais s'exprimèrent sans retenue. Il fallait à tout prix conclure la réforme temps qu'ils avaient encore de l'influence. En effet, le parti des indépendants se faisait menaçant à leur égard. Les Écossais étaient déterminés à demeurer actifs. Stephen Marchall fut chargé de présenter l'extrait du guide que venait de rédiger Henderson. C'est donc directement ce que l'Écossais proposa qui fut discuté. Or c'est à ce même moment que Baillie et Gillespie rentrèrent en Écosse pour assister à l'assemblée générale de la Kirk. Henderson se retrouva seul à défendre son point de vue, malgré les instructions laissées par les deux théologiens. Il devait s'assurer que la question de l'excommunication serait traitée en accord avec les principes presbytériens³⁰. Il eut beaucoup de mal à le faire. Il est clair que la menace était de plus en plus évidente, bien que la réforme anglaise approchât de sa conclusion.

L'élaboration du petit catéchisme fut aussi d'une importance capitale pour

Macinnes & J. Ohlmeyer, (eds), *The Stuart Kingdoms in the Seventeenth Century*, Dublin, 2002, et « Scottish Covenanting Radicalism, the Commission of the Kirk and the Establishment of the Parliamentary Radical Regime of 1648-49 », in : *Records of the Scottish Church History Society*, vol. XXV, 1995.

²⁹ Stevenson, *op.cit.*, p. 15.

³⁰ R.S. Paul, *op.cit.*, p. 429.

l'uniformité de l'Église. Samuel Rutherford et George Gillespie ont beaucoup participé à ce débat³¹, mais l'émergence des indépendants s'était confirmée au fil des mois. Ils n'arrivèrent plus à s'imposer autant qu'il l'aurait fallu. L'échec de l'entreprise de la Kirk allait suivre. Les factions religieuses érastienne et indépendantes se lièrent contre les Écossais. De très nombreux presbytériens les joignirent très rapidement. Cette alliance officieuse fut l'expression d'une peur commune de voir l'Église d'Angleterre devenir écossaise. Ce fut donc un front patriotique contre les Écossais qui se souleva contre ces derniers. Westminster s'était montré prêt à accepter un système presbytérien pour l'Église d'Angleterre, mais de là à avoir un système presbytérien écossais, le fossé était énorme. L'Église établie d'Angleterre devait rester anglaise. Elle était garante de l'identité de la nation et vecteur de sa culture, au même titre que la Kirk en Écosse. Dès lors, tout transfert d'une Église nationale vers l'autre était impensable. Toute tentative dans ce sens était vouée à l'échec.

L'échec des tentatives d'uniformisation des Églises dans les années 1630 et 1640 fut donc dû à une volonté évidente des nations de maintenir leur Église et surtout leur culture religieuse. Les réformes de Laud et de la Kirk ont compromis l'identité écossaise et anglaise. Les Églises nationales demeuraient pour l'une et l'autre des Églises 'étrangères'. Le refus de l'Église 'de l'autre' fut à chaque fois catégorique. Durant ces vingt années, ces réformes ont toutefois provoqué une affirmation confessionnelle nationale. Dès lors l'Église est devenue le reflet de la nation qui l'a adoptée et surtout, elle s'est constituée en un moyen puissant de maintenir l'indépendance des deux nations au sein de l'union des couronnes. Cela s'est confirmé après la Restauration, avec la fin du processus de confessionnalisation³². Les Églises nationales sont devenues fédératrices, même si

³¹ J. Mitchell, (ed.), *Minutes of the Sessions of the Westminster Assembly of Divines, While engaged in Preparing their Directory for Church Government, Confession of Faith, and Catechisms (Nov. 1644 to March 1649). From Manuscripts of Originals*, Édimbourg & Londres, William Blackwood & Sons, 1874, p. 150-58.

³² Le processus de confessionnalisation est la prise de conscience et l'affirmation des différences confessionnelles au sein de la chrétienté réformée. Il a commencé avec le début de la Réforme pour se conclure durant le XVIIe siècle. En Angleterre et en Écosse, il s'est terminé avec la reconnaissance politique de l'existence de différents courants et groupes religieux et des Églises indépendantes. Le terme premier est le terme allemand « Konfessionsbildung », (ou « Konfessionalisierung ») pour faire référence à la construction confessionnelle et à la fragmentation de la chrétienté en confessions au Moyen-Âge dans l'espace allemand. Ce concept a été mis en évidence par E. Zeeden dans les années 1960. Il a été adapté en français sous le nom de « confessionnalisation » (ou « confessionalisation ») par Thierry Wanegffelen, suite à la traduction qui en a été faite lors du congrès historique de Minneapolis de 1983. Voir : Thierry Wanegffelen,

elles n'étaient pas la confession de la totalité des populations. Elles ont acquis une spécificité identitaire qui a été officialisée par le traité d'union de 1707³³.

« Les chrétiens face aux Églises dans l'Europe Moderne », *Nouvelle Revue du Seizième Siècle* – 1993 – n°11, p. 37-53.

³³ « [...] for establishing the Protestant religion and Presbyterian Church government within the kingdom of Scotland, had passed in the same session of Parliament an Act intituled, Act for Securing of the Protestant religion and Presbyterian Church Government, which by the tenor thereof was appointed to be inserted in any Act ratifying the treaty, and expressly declared to be fundamental and essential condition of the said treaty of union in all times coming [...] ». (Traité d'Union, 1707, Donaldson, *op.cit.*, p. 268.